

**ALLOCUTION DU PRESIDENT JUAN CARLOS VARELA R, A L'OCCASION DU VII  
SOMMET DES CHEFS D'ETAT DE L'ASSOCIATION DES ETATS DE LA CARAÏBE. LA  
HAVANE, CUBA, 4 JUIN 2016**

Je me sens très honoré d'être ici, à La Havane, au nom et en tant que représentant du peuple et du gouvernement du Panama, pour ce Septième Sommet de l'Association des Etats de la Caraïbe.

Nous félicitons le gouvernement de Cuba pour la tenue de ce conclave régional et le remercions de toutes les attentions prodiguées à notre délégation officielle.

Je saisis aussi cette occasion pour inviter officiellement tous les dirigeants de la région à se rendre au Panama le 26 juin prochain pour l'inauguration du Projet d'agrandissement de notre canal interocéanique.

Nous vous y attendons pour partager avec vous la joie du peuple panaméen et célébrer ensemble l'entrée en fonctionnement de cette grande œuvre d'ingénierie au service de la communauté internationale et du commerce mondial.

L'agrandissement du canal renforcera le conglomerat de services maritimes, logistiques et financiers qu'offre le Panama et, avec les liaisons aériennes que nous entretenons avec l'Amérique latine et la Caraïbe, nous permettra de continuer à avancer vers l'intégration régionale en développant nos relations économiques, le tourisme durable et les relations commerciales avec d'autres blocs et partenaires extrarégionaux.

Nous sommes convaincus, en tant que pays, que nous avons le devoir de protéger notre plateforme de services logistiques et financiers pour éviter qu'elle ne soit utilisée à des fins illicites.

Pendant nos 23 mois de gestion, nous avons mis en œuvre d'importantes réformes qui nous ont permis de sortir de la liste grise du Groupe d'action financière (GAFI) au début de cette année.

Nous avons en outre, entamé des négociations bilatérales portant sur des accords d'échange automatique d'information fiscale avec le Japon et d'autres pays membres de l'OCDE, réaffirmant ainsi notre engagement à l'égard de la transparence financière.

Au milieu de tant de problèmes qui pèsent sur notre région et sur le monde et requièrent la collaboration de tous les pays pour pouvoir les affronter, nous ne devons pas oublier que les relations entre les Etats sont intégrales.

Nous ne pouvons donc pas permettre que les différences de critères entre les gouvernements sur une seule question compromettent les relations bilatérales et créent des tensions entre deux ou plusieurs Etats.

Le principal défi auquel notre région a à faire face est celui du crime organisé et de l'insécurité, qui se nourrissent de l'inégalité, de la pauvreté et du manque d'opportunités pour les secteurs les plus vulnérables de notre population.

Le trafic de drogues crée une économie illégale qui défie l'autorité des gouvernements et rivalise avec l'Etat pour se gagner la loyauté du peuple et des serviteurs publics responsables de l'application de la Loi.

Pour gagner cette bataille, nous devons intervenir sur deux fronts.

Au plan intérieur, nos pays doivent accroître la présence de l'Etat dans les zones les plus vulnérables. Cela veut dire développer les chantiers d'infrastructures publiques pour garantir l'accès universel à l'eau potable, aux services de santé de base, à des logements dignes, à l'éducation, à la santé et au transport.

Cet investissement public doit se faire de manière transparente en créant des opportunités pour que les jeunes en situation de risque social puissent utiliser leurs propres mains pour construire leur avenir au lieu de se détruire mutuellement.

A l'échelle internationale, nous devons continuer à œuvrer au renforcement des mécanismes d'information en matière de sécurité et redoubler d'efforts pour démanteler les structures de production et distribution de drogues.

En même temps, nous tous fonctionnaires gouvernementaux devons être les premiers à offrir un exemple de droiture et nous acquitter de nos obligations avec efficacité et transparence, en rendant des comptes et faisant la preuve de notre loyauté envers l'Etat dans chaque action et décisions que nous prenons.

Le Panama exprime sa solidarité à la République sœur du Venezuela et formule le vœu que les différentes forces politiques de ce pays trouvent, par la voie du dialogue, une solution pacifique qui garantisse le respect des droits humains et l'ordre constitutionnel démocratique.

Nous ratifions aussi notre soutien au processus de paix en Colombie ainsi que notre volonté d'intensifier notre patrouillage dans nos eaux territoriales de la Caraïbe pour contribuer à la sécurité régionale, ce qui à son tour encouragera le développement du tourisme et du commerce, qui offrent une alternative à la délinquance et ont la capacité de créer des emplois bien rémunérés pour les citoyens, ce qui offrira stabilité et prospérité à nos peuples.

A cet égard, le Panama mise sur le renforcement des liaisons aériennes, base de l'élaboration d'une stratégie régionale de tourisme durable pour la Caraïbe, orientée vers les nouveaux marchés qui s'ouvrent en Asie et en Europe.

Je ne peux pas laisser passer cette occasion sans lancer un appel à tous les pays représentés ici pour que nous maintenions ouverts les canaux de communication, à la

recherche d'alternatives pour gérer les flux migratoires irréguliers en garantissant un traitement digne et humanitaire aux migrants, avant toute chose.

Nous ne pouvons pas rester indifférents ni tourner le dos à cette réalité et à d'autres phénomènes qui touchent notre continent. Chaque année, le réchauffement global et les effets dévastateurs du changement climatique sur la région continuent non seulement à provoquer la perte de milliers de vies humaines, des sinistres affectant les familles et des dommages économiques considérables, mais ils représentent aussi la principale menace pour nos sources de nourriture, d'eau potable et d'énergie.

Face à cette réalité, le Panama est à nouveau prêt à mettre sa capacité à se connecter au service de l'Amérique latine en créant un **Centre logistique humanitaire régional** qui regroupera les bureaux du Système des Nations Unies et d'autres organismes internationaux spécialisés pour offrir une assistance humanitaire en cas de catastrophes naturelles.

Notre région connaît une ère nouvelle, où il incombe à chaque nation de trouver sa voie propre, et qui voit surgir un nouveau type de leadership politique axé sur la solution des problèmes qui affectent nos peuples, s'engageant à la transparence et à la responsabilité.

C'est ce que nous faisons au Panama, un pays au service de la communauté internationale qui s'engage et est disposé à coopérer avec la région.

Nous sommes prêts pour nous constituer en partenaires et alliés stratégiques, en apportant nos ressources pour affronter les menaces internationales, construire un avenir meilleur et continuer à travailler de concert pour unir la région et le monde, comme nous l'avons fait tout au long de notre histoire.

Je vous remercie.